**CONSEIL FRANCAIS DES CONFRERIE S**

**DES CONFRERIES.**

***PROPOSITION D'ASSURANCE***

***SMACL ASSURANCES***

-

**wsmacl**

*A<&.lrt 11,t(e.*

*a(t;.Jft ,.;,(.*

Le contrat proposé est régi tant par le Code des assurances que par les présentes conditions particulières spécifiques au **CONSEIL FRANCAIS**

---

***TITRE 1 DISPOSITIONS GENERALES***

ART.1 • DEFINITIONS GENERALES

Outre les définitions propres à chacune des garanties, pour l'application du présent contrat, on entend par :

* **ASSURES :**

**./ PERSONNES MORALES :**

**le CONSEIL FRANCAIS DES CONFRERIES**, personne morale souscriptrice du présent contrat;

les **ASSOCIATIONS ADHERENTES AU CONSEIL FRANCAIS DES CONFRERI ES SOUHAITANT SOUSCRIRE AU CONTRAT GROUPE;**

./ **PERSONNES PHYSIQUES :**

les représentants élus des personnes morales dans l'exercice de leurs fonctions, les membres adhérents des personnes morales affiliées,

les collaborateurs et aides bénévoles.

* **PERIODE D'ASSURANCE** : la période comprise entre :

../ la date *d’effet* du contrat et la date de la première échéance annuelle de cotisation ou,

../ deux échéances annuelles consécutives de cotisation ou,

../ la dernière échéance annuelle de cotisation et la date de résiliation du contrat.

* **CODE** : le Code des assurances.
* **FRANCHISE** : la part du sinistre restant à la charge de l'assuré.
* **INDICE** : L'indice retenu est celui publié par la Fédération Française du Bâtiment pour le deuxième trimestre de l'année précédant l'échéance ou la date d'effet du contrat. (Pour 2017 : 931,20) . La valeur de référence de l'indice est l'Euro.
* **SINISTRE** : toutes les conséquences dommageables d'un même événement accidentel susceptible d'entraîner la garantie de SMACL As- surances.
* **SMACL** Assurances : la Société mutuelle d'assurance des collectivités locales et des associations.

ART.2 • ÉTENDUE TERRITORIALE DES GARANTIES :

Les garanties de SMACL Assurances s'exercent en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'autre- mer. Pour les déplacements de l'association à l’étranger, elles sont étendues :

* Pour les risques relevant de l'assurance **RESPONSABILITE CIVILE - DEFENSE RECOURS :**
  + à l'ensemble des pays de l'Union européenne ;
  + à la Confédération helvétique;
* aux principautés d'Andorre, Monaco, Lichtenstein, à la République de Saint-Marin, à l'État de la cité du Vatican ;
* au monde entier, à l'occasion d'un déplacement n'excédant pas une durée de 30 jours consécutifs.
* Pour les risques relevant de l'assurance **INDEMNISATION DES ACCIDENTS CORPORELS** :
* au monde entier, étant précisé que les accidents survenus hors de la France métropolitaine, des départements d'Outre-mer ou de la principauté de Monaco ne sont couverts que pour les déplacements n'excédant pas une durée de 90 jours consécutifs;
* d'autre part, le règlement des indemnités ne sera effectué qu'en France et libellé en euros.

# Smacl

*:,..,t ,W r f' r'-* -*\_,*-*,.:*

*Jî ,... ,e }\ .... .,.((t*

***TITRE 2 CONTENU DES GARANTIES***

***GARANTIES***

### RESPONSABILITE CIVILE - DEFENSE RECOURS RESPONSABILITE PERSONNELLE DES DIRIGEANTS ASSISTANCE AUX PERSONNES

***INDEMNISATION DES ACCIDENTS CORPORELS***

***PROTECTION JURIDIQUE GARANTIE DES BIENS MOBILIERS***

***AUTO COLLABORATEUR* - *GARANTIE COMPLEMENTAIRE***

***Chapitre*** *I*

***RESPONSABILITE CIVILE* - *DEFENSE RECOURS***

ART .1 • DEFINITIONS PARTICULIERES

* ASSURES :

,/ PERSONNES MORALES :

le CONSEIL FRANCAIS DES CONFRERIES, personne morale souscriptrice du présent contrat ;

les ASSOCIATIONS ADHERENTES AU CONSEIL FRANCAIS DES CONFRERIES ET SOUHAITANT SOUSCRIRE AU CONTRAT GROUPE ;

,/ PERSONNES PHYSIQUES :

les représentants élus des personnes morales dans l'exercice de leurs fonctions, les membres adhérents des personnes morales affiliées,

les collaborateurs et aides bénévoles,

* TIERS (OU AUTRUI) : Toute personne autre que l'assuré responsable du dommage. *Les assurés désignés ci-dessus sont réputés tiers entre eux,* toutefois, pour leurs dommages matériels respectifs, il est fait application d'une franchise dont le montant est indiqué au
* tableau des montants des garanties et des franchises.
* ACTIVITES GARANTIES : Celles autorisées par les statuts de l'association et non spécifiquement exclues au titre des présentes
* conditions particulières.
* ACCIDENT : Tout événement soudain, fortuit, imprévu, extérieur à la victime ou à la chose endommagée, constituant la cause de dom- mages corporels ou matériels.
* DOMMAGES CORPORELS : Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.
* DOMMAGES MATÉRIELS : Toute destruction, détérioration, altération ou disparition d'une chose ou d'une substance, toute atteinte
* physique à des animaux.
* DOMMAGES IMMATÉRIELS : Tout préjudice pécuniaire entraîné directement par la survenance de dommages corporels ou matériels
* garantis, et résultant soit :

./ de la privation de jouissance d'un droit ;

./ de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble;

./ de la perte d'un bénéfice ou d'un revenu.

* FAIT GÉNÉRATEUR : L'acte, l'action, l'inaction de l'assuré ou d'un tiers, tout fait ou événement à l'origine du sinistre.
* LIVRAISON : La remise effective d'un bien à autrui, de sorte que l'assuré n'est plus en mesure d'exercer un contrôle sur ce bien.
* LOCAUX OCCASIONNES D'ACTIVITE : Les locaux publics ou privés, y compris les installations provisoires telles que stands, parquets, chapiteaux, tentes, mis à la disposition de la personne morale à titre gratuit ou onéreux, pour une durée n'excédant pas QUINZE jours consé­ cutifs
* SINISTRE : Toute réclamation présentée à l'association pendant la période de validité du contrat, susceptible de mettre en jeu les garan- ties du contrat.

*=CONSEIL "F""'R" AN=CAl,S,\_D, ES:·...C, ONF.,R\_,,E, RIE=S,, Page* 2 sur 22

ART. 2 • OBJET ET ETENDUE DE LA GARANTIE :

* 1. • RESPONSABILITE CIVILE GENERALE

SMACL Assurances garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés aux tiers dans le cadre des activités assurées .

Cette garantie s'applique aux dommages provenant notamment du fait :

* *des assurés tels que définis ci-dessus;*
* *des immeubles dont la personne morale est propriétaire, locataire, sous-locataire, occupante ou gardienne* ;;
* *des biens mobiliers et animaux dont la personne morale ou les personnes dont elle répond ont la propriété, la garde ou l'usage ;*
* *des fêtes et autres manifestations non soumises à autorisation préfectorale préalable (les vides greniers, brocantes restent assu­*

rés *sans déclaration) organisées par la personne morale;*

* *des intoxications alimentaires* ou *empoisonnements provoqués par les boissons ou les produits confectionnés ou servis par les assurés;*
* *des produits livrés par l'association.*
  1. • RESPONSABILITES SPECIFIQUES

Dans la limite des montants indiqués au tableau des montants de garanties et des franchises , sont assurées les responsabilités spécifiques

suivantes :

* + 1. Dommages aux biens confiés : SMACL Assurances garantit la responsabilité incombant à la personne morale en raison des dommages accidentels causés aux biens mobiliers y compris aux animaux, confiés à elle temporairement pour l'exercice des activités assurées.

*Sont exclus de la garantie :*

./ *le vol ou la disparition résultant d'une négligence caractérisée de l'assuré, ainsi que les dommages résultant d'un défaut d'entre­ tien par l'assuré, du bien qui lui a* été *confié* ;

./ *le vol commis dans un véhicule en stationnement sur la voie publique entre 21h et 7h du matin ;*

./ *les dommages survenant lors du prêt à autrui du matériel confié* ;

./ *les espèces, billets de banque, titres et valeurs, bijoux, fourrures, objets* en *métaux précieux, perles et pierres précieuses;*

./ les *tableaux, dessins, gravures, sculptures et autres objets d'art;*

./ *les véhicules à moteur terrestres, maritimes ou fluviaux et leurs remorques ainsi que leur contenu.*

* + 1. Vestiaire organisé : SMACL Assurances garantit les dommages matériels y compris le vol, causés aux effets vestimentaires et objets personnels déposés dans un vestiaire organisé par l'association .

La garantie intervient à la double condition que le vestiaire soit surveillé en permanence et que le dépôt donne lieu à la remise d'une contre­ marque ou d'un jeton obligatoirement exigé pour le retrait des biens déposés.

Sont exclus de la garantie :

./ *les espèces, billets de banque, titres et valeurs, bijoux, objets en métaux précieux, perles et pierres précieuses*

* + 1. Locaux occasionnels d'activité : SMACL Assurances garantit la responsabilité supportée par l'association en raison des dom­ mages matériels d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux et de bris de glaces causés aux locaux occasionnels d'activité et à leur contenu.
  1. • GARANTIE DEFENSE-RECOURS :

SMACL Assurances s'engage à exercer à ses frais toutes interventions amiables ou actions judiciaires en vue :

* de préserver les intérêts d'un assuré faisant l'objet d'une réclamation fondée ou non, portant sur des faits relatifs aux activités garanties et couverts au titre du présent contrat ;
* de pourvoir à sa défense devant les juridictions civiles, répressives ou administratives, s'il est poursuivi pour ces mêmes faits ;
* d'obtenir la réparation des dommages subis par un assuré dans la mesure où l'indemnisation de ces dommages aurait été prise en charge par SMACL Assurances si l'assuré en avait été l'auteur et non la victime.

ART.4 • VALIDITÉ DE LA GARANTIE DANS LE TEMPS :

Conformément à l'article L 125-4 alinéa 4 du Code, la garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres , dés lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres. Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au mo-

ment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connais­ sance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie.

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamat ion est fixé à cinq ans, aprés la résiliation ou la cessation des garanties du con­ trat.

ART.5 - TABLEAU DES MONTANTS DE GARANTIES ET DES FRANCHISES :

|  |  |
| --- | --- |
| MONTANTS DE GARANTIE (non indexés par sinistre)  -- *RESPONSABILITÉ CIVILE* | FRANCHISES |
| Tous dommages confondus y compris dommages corporels ..........................6 115 000 Euros | |
| Pour les risques suivants, la garantie de la société ne pourra excéder : | |
| Dommages matériels et immatériels consécutifs ............................................. .....3 000 000 Euros Produits livrés . .......................... .. ............................................................................ 600 000 Euros  Atteintes accidentelles à l'environnement........................... ......................... ...........1 500 000 Euros  Locaux occasionnels d'activité ............................................................................... 300 000 Euros  Vestiaire organisé .................. ...... .........................,.................,.........,,.................. 2 000 Euros  Biens confiés .......................... ..... .......................................................... . .............. 2 000 Euros | Néant SAUF 150 Euros pour :   * les dommages matériels entre assurés * les biens confiés |
| DÉFENSE-RECOURS.......................................................................................... ....16 000 Euros | Seuils d' intervention : 1 000 € |

ART.6 - EXCLUSIONS :

Outre les exclusions communes à toutes les garanties, sont exclus des présentes garanties :

* *Les dommages causés par les véhicules terrestres à moteur soumis à l'obligation d'assurance, leurs remorques et* semi­

*remorques;*

* *Les dommages causés par les installations et matériels ferroviaires, les engins de remontée mécanique, les appareils de naviga­ tion aérienne, les engins maritimes, fluviaux ou lacustres dont l'assuré a la propriété, la conduite ou la garde* ;

Cette exclusion ne concerne pas :

./ les embarcations à rame ou, lorsqu'elles sont d'une longueur inférieure à 5 m, à voile ou à moteur d'une puissance inférieure à 30 cv ;

./ les aéronefs en modèle réduit (modélisme).

* *Les dommages relatifs à la construction, relevant de la responsabilité civile décennale (articles 1792* et 2270 *du Code civil) ;*
* *Les dommages occasionnés par tous actes de chasse ou de destruction des animaux nuisibles,* même *si* ces *actes ne sont pas compris dans l'obligation d'assurance instituée par l'article L.423-16 du Code de l'environnement, ainsi que les dommages causés par les chiens en action de chasse. Sont également exclus les dommages causés aux cultures par les petits gibiers.*
* *Les dommages résultant des maladies contagieuses ou infectieuses transmises par le gibier aux élevages d'autrui* ;
* *Les dommages matériels et immatériels causés par un incendie, une explosion, l'électricité ou un dégât des eaux survenant dans les locaux dont la personne morale est propriétaire, locataire ou occupante permanente* ;

Cette exclusion ne concerne pas les locaux occasionnels d'activité définis à l'article 1 - Chapitre 1 - Titre 1.

* *Les dommages subis par les biens dont l'association est propriétaire* ;
* *Les dommages survenus au cours d'épreuves, courses, compétitions (ou de leurs essais) organisées par l'association et com­ portant l'utilisation de véhicules à moteur;*
* *Les dommages survenus du fait de manifestation aérienne;*
* *Les dommages survenus lors d'activités taurines* ;

*Les dommages causés lors de la pratique des sports suivants :*

• *sports* aériens *(tels que le parachutisme, deltaplane, parapente, saut à l'élastique),*

* + *alpinisme,*
  + *canyonisme,*
  + *escalade* en *milieu naturel,*
  + *activités subaquatiques (tels que spéléologie,* apnée, *plongée),*
  + *combats libres,*
  + *air soft, paintball*
* *Les dommages résultant de l'organisation de manifestations soumises à autorisation préfectorale préalable (Cette exclusion* ne

*s'applique pas à l'organisation de vides grenier, brocantes): La responsabilité liée à l'organisation d'une manifestation* soumise *à*

*autorisation préfectorale préalable pourra être* assurée *par SMACL Assurances moyennant déclaration et cotisation supplémentaire.*

* *Les conséquences d'engagements contractuels pris par la personne morale et qui excèdent ceux auxquels elle est* tenue en *ver­ tu des textes légaux sur la responsabilité* ;
* *Les dommages causés par les infiltrations, refoulements ou débordements d'eau de mer, de lacs, de cours d'eau,* de *bassins ou de canaux, ainsi que par la rupture de barrages, de retenues d'eau, de digues* et *de réservoirs* ;
* *Les dommages consécutifs aux atteintes à l'environnement lorsque l'effet dommageable n'est pas la conséquence d'un événe­ ment soudain, imprévisible et non voulu (accidentel) ;*
* *Les dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel ou matériel imputables à la faute commise par un assuré en sa qualité d'administrateur ou de dirigeant de la personne morale* assurée *(ces dommages seront couverts au titre de la garantie*

« *Responsabilité personnelle des dirigeants»} ;*

* *Les conséquences* de *toutes réclamations* se *rapportant à une maladie ou à une atteinte physique ayant pour origine l'influence*

de *l'amiante sur le corps humain ou l'environnement;*

#### Chapitre Il

*RESPONSABILITE CIVILE PERSONNELLE DES DIRIGEANTS*

ART. 1• DEFINITIONS PARTICULIERES :

* ASSURÉ :

Les dirigeants membres du bureau dans la limite de 9 personnes.

* TIERS :

Toute personne autre que l'assuré, son conjoint, ses ascendants ou descendants.

ART. 2 • OBJET DE LA GARANTIE :

SMACL Assurances garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile personnelle des dirigeants élus de l'association, en cas de faute personnelle commise dans l'exercice de leurs fonctions et sanctionnée par une décision de justice devenue définitive.

Cette garantie s'applique aux dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel ou matériel.

Elle est étendue aux recours exercés contre :

* les ayants droit ou représentants légaux de l'assuré décédé
* les dirigeants démissionnaires ou non réélus
* les conjoints de l'assuré pour toutes réclamations visant à obtenir réparation sur les biens communs en raison des fautes commises par eux lorsqu'ils étaient en fonction.

ART.3 • VALIDITÉ DE LA GARANTIE DANS LE TEMPS :

Conformément à l'article L 125-4 alinéa 4 du Code, la garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres , dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres. Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au mo­ ment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connais­ sance du fait dommageable à la date de la souscription de la garantie.

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est fixé à cinq ans, après la résiliation ou la cessation des garanties du con­ trat.

ART. 4 • MONTANT DE LA GARANTIE :

Le montant de la garantie s'élève à 150 000 Euros non indexés par sinistre et par année d'assurance, quel que soit le nombre d'assurés effectivement mis en cause.

ART. 5 • EXCLUSIONS :

Outre les exclusions communes à toutes les garanties, sont exclues :

* + *les réclamations portant sur la réparation de dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs à des dommages corporels ou matériels;*
  + *les dommages ayant pour origine un défaut ou une insuffisance d'assurance de la personne morale;*
  + *les amendes civiles, pénales ou fiscales ainsi que les autres pénalités*

*Chapitre Ill ASSISTANCE AUX PERSONNES*

La garantie "Assistance aux personnes" est accordée *sans franchise kilométrique* et la prestation est assurée par Inter Mutuelles Assistance (IMA GIE) pour le compte de SMACL Assistance. Elle est accordée conformément à la "CONVENTION ASSISTANCE AUX PERSONNES" - Modèle 02/2015 .

*Le service d'assistance est joignable 24h/24 au N° Vert O 800 02 11 11 (appel gratuit depuis* un *poste fixe)*

*ou +33 5 49 34 83 38 depuis l 'étranger.*

ART.1 : BENEFICIAIRES :

* + - les personnes morales assurées, dans le cadre d'une activité garantie,
* toute personne physique ayant la qualité d'assuré :
  + le représentant légal ou statutaire, le personnel salarié ou bénévole, permanent ou occasionnel de la personne morale assurée,

dans le cadre de leurs fonctions d'organisateurs, d'accompagnateurs ou d'animateurs du séjour, du voyage ou de l'activité assurée, quel que soit le moyen de leur déplacement ;

* + toute personne participant aux activités organisées par la personne morale assurée ;
* toute personne , domiciliée à l'étranger ou dans un territoire d'outre-mer, invitée par la personne morale ou placée temporairement sous sa responsabilité, pendant le séjour organisé par celle-ci et pendant les trajets aller et retour entre le domicile de la personne

bénéficiaire et le lieu de ce séjour ;

ART.2 : DEPLACEMENTS GARANTIS :

Les prestations garanties s'appliquent pour tout déplacement d'une durée inférieure à 1 an effectué par le bénéficiaire :

* en tant que participant aux activités organisées par la personne morale,
* sur mission, pour les seuls besoins de la personne morale et dans son intérêt exclusif.

ART.3 : TERRITORIALITE :

*En France et dans les autres pays du monde, l'assistance aux personnes est accordée sans franchise kilométrique.* Elle s'applique hors du domicile du bénéficiaire, à l'occasion d'un déplacement garanti.

ART.4 :EVENEMENTS GENERATEURS :

* Maladie, accident corporel, décès d'un bénéficiaire
* décès du conjoint de droit ou de fait, d'un ascendant en ligne directe ou d'un descendant en ligne directe, d'un frère ou d'une sœur d'un des bénéficiaires
* vol ou perte de papiers d'identité ou de moyens de paiement
* vol ou dommages accidentels au matériel indispensable à la poursuite de l'activité
* événement climatique majeur.

ART.5 : GARANTIES D'ASSISTANCE :

* 1. • ASSISTANCE AUX BENEFICIAIRES BLESSES OU MALADES
     + Transport sanitaire :

En cas de maladie ou d'accident corporel, lorsque les médecins de SMACL Assistance, après avis des médecins consultés localement et, si nécessaire, du médecin traitant, décident d'un transport sanitaire et en déterminent les moyens (ambulance, train, avion de ligne, avion sanitaire ou tout autre moyen approprié) , SMACL Assistance organise le retour du patient à son domicile en France ou dans un hôpital adapté proche de son domicile en France et prend en charge le coût de ce transport.

* + - Attente sur place d'un accompagnant

Lorsque le bénéficiaire blessé ou malade, non transportable, doit rester hospitalisé au delà de la date initialement prévue pour son retour, SMACL Assistance organise l'hébergement d'une personne attendant sur place le transport sanitaire et participe aux frais induits, à concurrence de 80 € par nuit, et ce pour une durée maximale de 7 nuits.

* + - Voyage aller-retour d'un proche

Lorsque le bénéficiaire blessé ou le malade, non transportable, doit rester hospitalisé pendant plus de 7 jours, et dès lors qu'il est isolé de tout membre de sa famille, SMACL Assistance organise et prend en charge le transport aller et retour d'un proche, et participe à son hébergement, à concurrence de 80 € par nuit, pour une durée maximale de 7 nuits.

Si le bénéficiaire réside seul en France, SMACL Assistance organise et prend en charge un transport aller et retour d'un proche demeurant dans son pays d'origine et participe à son hébergement, à concurrence de 80 € par nuit, pour une durée maximale de 7 nuits.

Lorsque le blessé ou le malade est handicapé ou âgé de moins de 18 ans, et à condition que son état de santé le justifie, ce déplacement et cet hébergement sont organisés par SMACL Assistance dans les mêmes conditions de prise en charge, mais quelle que soit la durée de l'hospitali­ sation.

Cette prestation n'est pas cumulable avec l'attente sur place d'un accompagnant.

* Prolongation de séjour pour raison médicale

Lorsque le bénéficiaire n'est pas jugé transportable par les médecins de SMACL Assistance alors que son état médical ne nécessite plus une hospitalisation, ses frais d'hébergement sont pris en charge par SMACL Assistance à concurrence de 80 € par nuit pour une durée maximale de 7 nuits consécutives.

* Poursuite du voyage

Si les médecins de SMACL Assistance jugent que l'état de santé du bénéficiaire ne nécessite pas un retour au domicile, SMACL Assistance prend en charge ses frais de transport pour lui permettre de poursuivre son voyage interrompu, à concurrence des frais qui auraient été enga­ gés pour le retour à son domicile. Cette prestation n'est pas cumulable avec la garantie rapatriement sanitaire.

* Frais médicaux et d'hospitalisation

./ *Bénéficiaires domiciliés en France* .

A la suite d'une maladie ou d'un accident corporel, SMACL Assistance en complément des prestations dues par les organismes sociaux prend en charge les frais médicaux et d'hospitalisation engagés sur place, sous réserve que le bénéficiaire ait la qualité d'assuré auprès d'un orga­ nisme d'assurance maladie, selon les conditions suivantes :

* En France, cette prise en charge s'effectue à concurrence de 4 000 € par bénéficiaire.
* A l’étranger, elle s'effectue à concurrence de 80 000 € par bénéficiaire.

Les soins faisant l'objet de cette prise en charge devront avoir été prescrits en accord avec les médecins de SMACL Assistance et seront limités à la période pendant laquelle ils jugeront le patient intransportable.

Dans l'attente des remboursements par les organismes sociaux, ces frais médicaux et d'hospitalisation font l'objet d'une avance. Le bénéficiaire ou ses ayants droit s'engage à effectuer, dès son retour, toute démarche nécessaire au recouvrement de ces frais auprès des organismes so­ ciaux, et à reverser à SMACL Assistance les sommes ainsi remboursées, accompagnées des décomptes originaux justifiant de ces rembour­ sements.

./ *Bénéficiaires domiciliés hors de France (Accue1/ étrangers)*

Dans le cas des personnes domiciliées hors de France pour lesquelles aucune couverture sociale n'aura pu être obtenue, SMACL Assistance prend en charge les frais médicaux et d'hospitalisation à concurrence de 30 000 € par bénéficiaire à la suite d'un accident ou d'une maladie soudaine et imprévisible, que l'événement ait lieu en France ou à l’étranger.

* + Recherche et expédition de médicaments et prothèses

En cas de nécessité, SMACL Assistance recherche, sur le lieu de séjour, les médicaments (prescrits ou leurs équivalents) indispensables à la santé du patient. A défaut de pouvoir se les procurer sur place, et dans la mesure où le délai d'acheminement est compatible avec la

nature du problème, SMACL Assistance organise et prend en charge l'expédition de ces médicaments au lieu de séjour.

De même, SMACL Assistance organise et prend en charge, lorsque nécessaire, l'expédition de lunettes, lentilles de contact, appareillages mé­ dicaux et prothèses.

Le coût de ces médicaments et matériels reste à charge du bénéficiaire, SMACL Assistance pouvant en avancer le montant si nécessaire.

* + Frais de secours et de recherche

Frais de secours : Seuls sont pris en charge au titre de la convention les frais de secours et de recherche tels que définis ci-dessous :

* **En France,** dans le cadre de la pratique de sports de glisse entrant dans le cadre de l'application de la loi Montagne N°85-30 du 09 janvier 1985 (tels que le ski alpin, ski de fond, ski de randonnée, luge, surf des neiges, ...) survenant sur le domaine skiable autorisé, SMACL Assis­ tance prend en charge les frais de secours appropriés du lieu de l'accident jusqu'à une structure médicale adaptée.

Sont considérés comme "Frais de secours" :

* Les frais de transport par barquette, traîneau, du lieu de l'accident au cabinet médical de la station.
* Les frais de secours (ambulance, hélicoptère, etc. ...) du lieu de l'accident jusqu'au centre de soins approprié, sous réserve d'une réelle adaptation de ce moyen de secours à l'état sanitaire de la personne évacuée.

Les frais de secours liés à la pratique d'autres sports ou loisirs que ceux ci-dessus énoncés (ex : la randonnée, les raquettes, le parapente ...) ainsi que les sports utilisant des engins à moteur ne rentrent pas dans le champ d'application de la garantie.

*=CO=NSE=IL'-'F-'R""A-"N' C"A'"IS D=E S CO=N"F-"R=ER=lE=S --------------------------Page* 7 sur 22

* A l'étranger, les frais de secours sont pris en charge, qu'ils soient liés ou non à la pratique du ski, sauf s'ils font l'objet d'une prise en charge par l'autorité publique.

Tout abus manifeste pourra éventuellement faire l'objet d'un rejet total ou partiel de la demande de règlement, après appréciation par les méde­ cins de SMACL Assistance.

Cette prestation n'est pas applicable en cas de compétition sportive professionnelle.

Frais de recherche : •

* En France, SMACL Assistance ne prend pas en charge les frais de recherche.
* A l'étranger, en cas de disparition du bénéficiaire, SMACL Assistance prend en charge à concurrence de 15 000 €, dès lors qu'ils sont justi- fiés, les frais de recherche engagés par les services de secours habilités, sauf s'ils font l'objet d'une prise en charge par l'autorité publique.
  1. *- ASSISTANCE EN CAS* DE DECES
     + Décès d'un bénéficiaire en déplacement

SMACL Assistance organise et prend en charge le transport du corps jusqu'au lieu d'obsèques ou d'inhumation en France ou, pour les bénéfi­ ciaires domiciliés à l'étranger, dans le pays de domicile du défunt. La prise en charge inclut les frais de préparation du défunt, les aménage­ ments spécifiques au transport, ainsi qu'un cercueil, conforme à la législation et de qualité courante. Les autres frais, notamment les frais de

cérémonie, de convoi et d'inhumation restent à la charge de la famille.

* + - Déplacement d'un proche

Si la présence d'un proche sur les lieux du décès s'avère indispensable pour effectuer la reconnaissance du corps, ou les formalités de rapa­ triement ou d'incinération du bénéficiaire décédé, SMACL Assistance organise et prend en charge son déplacement aller-retour et son héber­ gement à concurrence de 80 € par nuit et pour une durée maximale de 7 nuits.

* + - Retour anticipé en cas de décès ou de risque de décès imminent et inéluctable

En cas de décès ou de risque de décès imminent et inéluctable du conjoint (de droit ou de fait), d'un ascendant en ligne directe ou d'un descen­ dant en ligne directe, d'un frère ou d'une sœur d'un des bénéficiaires, SMACL Assistance organise et prend en charge :

* l'acheminement des bénéficiaires en déplacement jusqu'au lieu d'inhumation ou d'obsèques en France,
* l'acheminement des bénéficiaires en déplacement domiciliés à l'étranger jusqu'au lieu d'inhumation ou d'obsèques dans leur pays de domicile,
  1. - ASSISTANCE AUX PERSONNES VALIDES
     + Retour des autres bénéficiaires

Lorsque le transport sanitaire d'un bénéficiaire est décidé, si le moyen de retour prévu initialement ne peut être utilisé, SMACL Assistance orga­ nise et prend en charge le retour des autres bénéficiaires, directement concernés par cette interruption de séjour ou de voyage, à leur domicile.

* + - Accompagnement d'une personne handicapée ou d'un enfant de moins de 15 ans

Lorsqu'un transport concerne une personne handicapée ou un enfant de moins de 15 ans non accompagné, SMACL Assistance organise et prend en charge le voyage aller et retour d'un proche, ou d'une personne habilitée par sa famille ou par la personne morale, pour l'accompagner dans son déplacement. Lorsque ce voyage est impossible, SMACL Assistance fait accompagner la personne handicapée ou l'enfant par une personne qualifiée.

* + - Remplacement d'un accompagnateur

En cas d'événement affectant gravement un groupe en déplacement dont la personne morale est responsable, SMACL Assistance organise et prend en charge l'acheminement d'un accompagnateur mandaté par la personne morale jusqu'au lieu de résidence du groupe, ainsi que, si

nécessaire, son retour.

* + - Retour anticipé pour se rendre au chevet d'un proche

En cas de maladie ou d'accident grave nécessitant une hospitalisation imprévue de plus de 10 jours d'un proche du bénéficiaire, SMACL Assis­ tance met à la disposition du bénéficiaire un titre de transport pour se rendre au chevet du proche (conjoint -de droit ou de fait-, ascendant en ligne directe ou descendant en ligne directe, frère ou sœur) en France ou dans le pays du domicile du bénéficiaire.

* + - Sinistre majeur concernant la résidence

En cas de sinistre majeur concernant la résidence principale ou secondaire du bénéficiaire survenu postérieurement à la date de son départ, et nécessitant impérativement sa présence, SMACL Assistance organise et prend en charge le transport du bénéficiaire en déplacement pour se rendre à son domicile.

* 1. GARANTIES COMPLEMENT AIRES
     + Vol, perte ou destruction de documents

En cas de vol, de perte ou de destruction de papiers d'identité, de moyens de paiement ou de titres de transport, SMACL Assistance conseille le bénéficiaire sur les démarches à accomplir (dépôt de plainte, oppositions, documents équivalents, démarches à effectuer pour renouveler les documents) et peut, contre reconnaissance de dette, effectuer l'avance de fonds nécessaire au retour au domicile.

* + - Animaux, bagages à main et accessoires nécessaires à l'activité

A l'occasion du transport sanitaire d'une personne, les animaux domestiques qui l'accompagnent, ses bagages à main et les accessoires

nécessaires à son activité sont rapatriés aux frais de SMACL Assistance.

* + - Acheminement du matériel indisponible sur place suite à vol ou dommages

En cas de vol de matériel indispensable à la poursuite de l'activité de la personne morale ou de dommage accidentel le rendant inutilisable, et dès lors que ce matériel est indisponible sur place, SMACL Assistance organise et prend en charge l'acheminement de matériel de remplace­ ment mis à disposition au siège de la personne morale jusqu'au lieu de l'activité de la personne morale.

* + - Evénement climatique majeur

./ Attente sur place : Lorsque les bénéficiaires ne peuvent poursuivre le voyage prévu à la suite d'un événement climatique majeur, SMACL Assistance prend en charge leurs frais d'hébergement à concurrence de 50 € par nuit, et ce pour une durée maximum de 7 nuits.

./ Retour des bénéficiaires au domicile : Lorsque les bénéficiaires doivent interrompre leur séjour en raison d'un événement climatique majeur, et si les conditions le permettent, SMACL Assistance organise et prend en charge leur retour au domicile.

La prise en charge de ces garanties n'est effective que si elles ont été mises en œuvre après accord d'IMA GIE et dès lors qu'il n'y a aucune prise en charge de la part des autorités françaises, des autorités du pays sinistré, des organismes de voyage ou des compagnies de transport concernés . IMA GIE se réserve le droit d'exercer tout recours auprès de ces organismes de voyage

et compagnies de transport.

* + - Frais de télécommunications à l’ étranger

Les frais de télécommunications à l'étranger, engagés par le bénéficiaire pour joindre SMACL Assistance à l'occasion d'une intervention d'assis­ tance ou d'une demande de renseignement, sont remboursés par SMACL Assistance.

* 1. AVANCE DE FONDS, FRAIS DE JUSTICE ET CAUTION PENALE
     + **Avance de fonds**

SMACL Assistance peut, contre reconnaissance de dette, consentir à la personne physique ou à la personne morale, pour leur propre compte ou pour le compte d'un bénéficiaire, une avance de fonds pour leur permettre de faire face à une dépense découlant d'une difficulté grave et de caractère imprévu. Ces avances de fonds sont remboursables dans un délai d'un mois après le retour du bénéficiaire à domicile.

* + - Frais de justice à l’ étranger

SMACL Assistance avance, dans la limite de 3 000 €, les honoraires d'avocat et frais de justice que le bénéficiaire peut être amené à supporter à l'occasion d'une action en défense ou recours devant une juridiction étrangère, en cas d'accident, de vol, de dommages ou de tout autre

préjudice subi au cours du séjour ou du voyage. Cette avance est remboursable dés le retour du bénéficiaire à domicile, dans un délai d'un mois.

* + - Caution pénale à l’ étranger

SMACL Assistance effectue le dépôt des cautions pénales, civiles ou douanières, dans la limite de 10 000 €, en cas d'incarcération du bénéfi­ ciaire ou lorsque celui-ci est menacé de l'être. Ce dépôt de caution a le caractère d'une avance auprès de la personne morale. Il devra être

intégralement remboursé à SMACL Assistance dans un délai d'un mois suivant son versement.

ART.6 : SERVICES D'INFORMATIONS :

* 1. **CONSEILS MEDICAUX** :

Des conseils médicaux pour un déplacement à l'étranger pourront être donnés par les médecins de SMACL Assistance :

* lors de la préparation du voyage (attitudes préventives, vaccinations obligatoires et conseillées),
* pendant le voyage (choix d'établissement hospitalier),
* et au retour du voyage (tout événement médical survenant dans les suites immédiates).
  1. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES :

Des renseignements pratiques, de caractère général, relatifs à l'organisation des voyages, pourront être communiqués (formalités administra­ tives, liaisons téléphoniques, caractéristiques économiques et climatiques ...}.

* 1. ASSISTANCE LINGUISTIQUE :

Le bénéficiaire, confronté à de graves difficultés de communication dans la langue du pays où il se trouve, peut solliciter SMACL Assistance qui lui permet de bénéficier du service de ses linguistes.

* 1. MESSAGES URGENTS :

SMACL Assistance se charge de transmettre des messages urgents en rapport avec un événement grave .

### Chapitre IV

***INDEMNISATION DES ACCIDENTS CORPORELS***

ART.1 ·DÉFINITIONS PARTICULIÈRES :

* **ASSURÉ :**

Les dirigeants membres du bureau **dans la limite de 9 personnes.**

* BÉNÉFICIAIRE :

./ pour les indemnités en cas de décès, le conjoint non séparé de corps ni divorcé de l'assuré, ou à défaut les ayants droit de l'assuré.

./ pour les autres indemnités, l'assuré.

ART. 2 ·OBJET, ÉTENDUE ET MONTANTS DE LA GARANTIE :

La présente assurance a pour objet l'indemnisation des accidents corporels subis par une ou plusieurs personnes assurées, survenant dans le cadre des activités garanties.

***SMACL Assurances s'engage à verser au bénéficiaire :***

* 1. **• EN CAS DE DECES** : survenant immédiatement ou dans les douze mois suivant la date de l'accident :
* Un capital de 10 000 Euros
  1. • EN CAS D'INCAPACITE PERMANENTE :
* Totale : un capital de 40 000 Euros
* Partielle : un capital dont le montant est obtenu en multipliant le taux d'invalidité par le plafond de 40 000 Euros. Si ce taux est égal ou
* supérieur à 66%, le capital est entièrement versé.

***Aucune indemnité* ne *sera versée lorsque le taux d'invalidité sera inférieur à 5*** %.

Le taux d'incapacité subsistant après consolidation est déterminé après expertise par un médecin désigné par SMACL Assurances. L'expert se réfère au barème indicatif des incapacités en droit commun publié dans la revue "Le concours médical" .

En cas d'expertise et à la demande de SMACL Assurances, l'assuré doit accepter de se soumettre au contrôle du médecin, sauf motif impé­ rieux dûment justifié, et ce sous peine de déchéance.

N'est pas prise en considération dans la fixation du taux d'incapacité permanente, l'aggravation des conséquences d'un accident corporel qui résulterait d'une maladie ou d'une infirmité antérieure et indépendante du sinistre.

Seules les séquelles en relation directe et certaine avec l'accident sont prises en considération dans la fixation du taux d'IPP.

Lorsqu'un même accident entraîne plusieurs lésions, les taux d'incapacité permanente pour chacune d'elles se cumulent dans la limite de l'indemnité maximum prévue pour l'incapacité permanente totale.

Lorsque l'accident affecte un membre ou un organe déjà atteint d'une invalidité partielle, le taux retenu pour le calcul de l'indemnité est détermi­ né par la différence entre le taux d'incapacité résultant de l'accident et celui antérieur à l'accident.

* 1. - EN CAS D'INCAPACITE TEMPORAIRE TOTALE :

Une indemnité de 30 Euros par jour sera versée sous déduction d'une franchise de 8 jours et pour une durée maximale de 90 jours.

Cette durée est décomptée d'après le nombre de jours pendant lesquels l'assuré est soumis au repos nécessaire à sa guérison et n'a pu se li­ vrer à aucune occupation professionnelle.

Elle sera réduite de moitié dès que l'assuré aura pu reprendre partiellement ses occupations professionnelles.

La présente assurance a pour objet l'indemnisation de la perte de revenus faisant suite à un accident corporel subis par l'assuré et survenant au cours ou à l'occasion de l'exercice des activités de la personne morale, y compris sur le trajet pour se rendre au lieu où s'exercent ces activités ou en revenir.

La perte de revenus sera indemnisée si l'assuré ne peut se livrer à aucune occupation professionnelle et dans les conditions suivantes ;

* qu'il y ait réellement perte de salaire ou de revenu et dans la limite de cette perte,
* en déduction des prestations de même nature par un régime obligatoire de prévoyance sociale,
* en complément des garanties pouvant exister par ailleurs.

**2.4. ·FRAIS DE TRAITEMENT** :

SMACL Assurances rembourse, en complément et après versement des prestations des régimes sociaux de base et éventuellement d'autres régimes complémentaires , les frais médicaux, chirurgicaux , pharmaceutiques, d' hospitalisation, de prothèse et d'optique, ainsi que les frais de transport, consécutifs à l'accident corporel subi par l'assuré et jusqu 'à la date de consolidation.

Les remboursements de SMACL Assurances s'effectuent sur la base du double du tarif conventionnel de la Sécurité sociale, ou si cela est plus favorable à l'assuré, jusqu 'à concurrence des montants indiqués ci-dessous.

Cette garant ie est étendue, à concurrence des montants indiqués ci-dessous, aux frais de recherche et de sauvetage de l'assuré effectués par des sauveteurs s ou organismes de secours spécialisés, ainsi qu'aux frais d'évacuation primaire sur piste de ski.

Les remboursements s'effectuent sur remise de pièces justificatives régulièrement détaillées et acquittées. SMACL Assurances ne procèdera à aucun versement d'indemnité dont le montant serait inférieur à 15 Euros.

|  |  |
| --- | --- |
| **MONTANTS DE GARANTIE (non indexés par sinistre) Sur justificatifs** | **FRANCHISE** |
| * Frais de remplacement ou de réparation des appareils prothétiques ou orthopédiques ex istants, détériorés accidentellement .................. .. ...... ................... ...... ................................... ............. ............. ...................400 Euros * Frais de prothèses dentaires .................... à concurrence de 400 € par dent avec un maximum de 1000 Euros   - Frais d’optique................................ ................ . ........ ...... ... ......... .................. ........... .......... ... 200 Euros   * Frais de transport et de rapatriement du blessé par ambulance.. ...................... .............................. 600 Euros * Frais de transport de l'accompagnateur reconnu médicalement indispensable .......... ....................... 300 Euros   - Frais de recherche et de sauvetage ............................................................................................... ... 600 Euros  - Frais d'évacuation primaire sur piste de sk i .. ......... ........ ... ..... . . . . ....................... . . .................. 400 Euros | **Néant** |

**2.5 - LIMITATION CONTRACTUELLE D’INDEMNITE:**

L'indemnité maximale à la charge de SMACL Assurances ne peut excéder 450 000 Euros, et ce quel que soit le nombre de victimes.

**ART.3 ·EXCLUSIONS** :

**Outre les exclusions communes à toutes les garanties, sont exclus, au titre de la présente garantie, les accidents résultant** :

i/ De l'état alcoolique de l'assuré tel qu'il est défini par ta législation et sanctionnable pénalement, de l'emploi par fui de produits stupéfiants ;

**i/ *De ta participation active de l'assuré à des attentats, actes de terrorisme ou de sabotage,* émeutes *ou mouvements populaires, vandalisme,* rixe *(sauf* cas *de légitime défense)*** ;

**i/ *De l'utilisation ou de transport d'explosifs*** ;

**i/ *De suicide, tentative de suicide et mutilations volontaires*** ;

**i/ *D'activités* non *garanties au titre du chapitre l'assurance de responsabilité civile*** ;

**i/ *De ta pratique* - même *occasionne/te* - *des sports suivants*** *:*

* sports aériens (tels que le parachutisme, deltaplane, parapente, saut à l'élastique),
* ***alpinisme,***
* ***canyonisme,***
* ***escalade en milieu naturel,***
* ***activités subaquatiques (tels que spéléologie, apnée, plongée),***
* ***combats libres,***
* ***air soft, paintball.***

**Sont également exclus:**

i/ Lorsqu'elles ne sont pas directement consécutives à l'accident garanti, les maladies, l'insolation, ta congestion, les ruptures ou déchirures musculaires;

**i/ *Le décès survenu 1 an et plus à compter de ta date de l'accident, même si te décès lui est consécutif.***

**ART . 4 ·OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ :**

L'assuré (ou le bénéficiaire) devra fournir toutes les pièces nécessaires à l'instruction du dossier. Celles-ci lui seront demandées par SMACL Assurances à réception de la déclaration de sinistre,

Sous peine de déchéance, le blessé doit accepter de se soumettre au contrôle du médecin-expert désigné par SMACL Assurances, sauf motif impérieux dûment justifié,

ART. 5 - RÈGLEMENT DES INDEMNITÉS :

Il est précisé que les indemnités dues au titre des frais de traitement se cumulent éventuellement avec des indemnités dues pour le décès ou l'incapacité permanente.

Par contre, les indemnités dues au titre du décès ne se cumulent pas avec celles prévues pour l'incapacité permanente.

Si un assuré ayant bénéficié d'une indemnité permanente décède dans les douze mois qui suivent le jour d'un accident garanti, et des suites de celui-ci, SMACL Assurances verse à ses ayants droit le capital prévu pour le décès diminué du montant de l'indemnité déjà versée pour l'inca­ pacité permanente.

ART. 6 - RÈGLE DE NON CUMUL ET IMPUTATION DES INDEMNITÉS :

Lorsqu'un même sinistre entraîne la garantie de SMACL Assurances en application du présent chapitre et en application du chapitre relatif à la responsabilité civile, les indemnités dues au titre des deux garanties ne se cumulent pas.

Au contraire, celles relevant de la présente garantie sont affectées au paiement des sommes mises à la charge de SMACL Assurances du fait des responsabilités assurées, sans que cela ait pour effet d'augmenter les montants de garantie contractuellement prévus pour lesdites respon­ sabilités .

ART. 1 - DEFINITIONS PARTICULIERES :

***Chapitre V PROTECTION JURIDIQUE***

* **ASSURÉ** : Les personnes morales définies à l'article 1 du Titre 1
* **TIERS :** Toute personne physique ou morale **autre que :**
* Les représentants élus de la personne morale,
* Les salariés de l'assuré dans l'exercice de leurs fonctions, lorsqu'ils peuvent se prévaloir de la législation sur les accidents du travail ou des dispositions statutaires dont ils bénéficient,
* Les bénévoles et membres de la personne morale souscriptrice.
* **FAIT GÉNÉRATEUR :** L'acte, l'action, l'inaction de l'assuré ou du tiers, le fonctionnement, le non fonctionnement, le mauvais fonctionne- ment d'un service géré par la personne morale souscriptrice et, plus généralement, tout fait ou évènement à l'origine du litige.
* **LITIGE OU SINISTRE** : Est considéré comme sinistre le refus qui est opposé à une réclamation dont l'assuré est l'auteur ou le destina­ taire. L'intervention de SMACL Assurances s'effectue à la double condition que, d'une part, le fait générateur soit survenu entre la date d'effet et celle de la résiliation du contrat et d'autre part que la réclamation soit effectuée auprès d'elle dans le délai maximum de 12 mois suivant la date de résiliation.
* **FRANCHISE** : La part des frais restant à la charge de l'assuré lors de la phase judiciaire.
* **RÉSEAU D'AVOCATS ET RÉSEAU D'EXPERTS DE SMACL ASSURANCES :** SMACL Assurances a constitué un réseau d'avocats et un réseau d'experts spécialisés dans l'évaluation des dommages des associations.

ART. 2 - TERRITORIALITE DES GARANTIES :

**Les garanties sont acquises:**

* En France Métropolitaine,
* Dans les Départements et Territoires d'Outre-mer,
* Dans les Pays de l'Union Européenne,
* Dans les Etats frontaliers de la France métropolitaine.

ART. 3 - OBJET DU CONTRAT PROTECTION JURIDIQUE :

**3.1 - INFORMATION ET CONSEIL, PRÉVENTION ET TRANSACTION, CONCILIATION ET ARBITRAGE**

Lors de la survenance d'un litige portant sur les matières garanties par le contrat, SMACL Assurances intervient chaque fois qu'elle est sollicitée par la personne morale souscriptrice et met à sa disposition l'assistance technique nécessaire dans les domaines suivants :

* **INFORMATION ET CONSEIL JURIDIQUE :** SMACL Assurances procède aux études et recherches qui permettent à l'assuré d'apprécier l'étendue et la réalité de ses droits et de ses obligations. SMACL Assurances informe la personne morale des mesures utiles et indispensables à la sauvegarde de ses intérêts.
* **PRÉVENTION, TRANSACTION ET RECHERCHE DE SOLUTION AMIABLE** : SMACL Assurances s'engage à mettre en œuvre, dans le respect des règles du Droit, les moyens nécessaires à la recherche d'une solution amiable. La garantie due par SMACL Assurances consiste notamment à intervenir amiablement pour rechercher une transaction avec le tiers.

**macl**

----

,4 ....., *},,.. 1,/(f*

***a;" ,* f** ;,."-.\ ***,l***

* **CONCILIATION ET ARBITRAGE** : Sur demande de la personne morale et lorsque la réglementation le permet, SMACL Assurances proposera à la partie adverse et organisera la mise en œuvre d'un mode de règlement alternatif du conflit. Ce mode de règlement pourra être selon le cas une conciliation ou un arbitrage. Dans ce cas, SMACL Assurances proposera aux parties des conciliateurs ou des arbitres qualifiés, et prendra en charge les honoraires de ces intervenants dans la limite du plafond des garanties.

3.2 - **AIDE JURIDIQUE** :

SMACL Assurances s'engage, en cas d'échec du règlement amiable du litige ou alternatif du litige, à permettre à la personne morale de faire valoir ses droits devant toutes juridictions.

La garantie du contrat concerne la défense de l'assuré .

SMACL Assurances prend en charge, dans la limite du montant des garanties prévu, les frais suivants engagés :

* Les frais nécessaires à la constitution du dossier,
* Les honoraires d'avocats,
* Les frais d'avoués, des auxiliaires de justice,
* Les honoraires d'experts.

SMACL Assurances s'engage également à organiser la défense de la personne morale. Elle s'oblige notamment, sur demande écrite de celle­ ci, à lui proposer un avocat de son réseau. Si elle le préfère, la personne morale souscriptrice conserve la possibilité de désigner elle-même son avocat.

**ART. 4 - GARANTIES DU CONTRAT PROTECTION JURIDIQUE :**

SMACL Assurances garantit les litiges liés à l'existence de la personne morale et aux activités statutaires qui sont les siennes. SMACL Assurances intervient pour tous les litiges et **notamment** dans les domaines suivants ·

* **DANS SES RAPPORTS AVEC LES AUTRES PERSONNES MORALES** Tels que :
* Litiges avec des collectivités
* Litiges avec des associations
* **DANS SES RAPPORTS AVEC LES TIERS** Tels que :
* Litiges avec les prestataires survenant dans le cadre de l'organisation de manifestations sportives, amicales, éducatives, festives, relevant de l'activité de l'assuré ,
* Litiges survenant lors de voyages ou excursions organisés par l'assuré dans le cadre de son activité,
* Conflits de voisinage,
* Litiges à l'occasion de fusion d'entité ou transformation de groupement,
* Litiges consécutifs à une dévolution de biens,
* **DANS SES RAPPORTS AVEC LES CO-CONTRACTANTS** Tels que :
* Litiges avec des fournisseurs (électricité, eau, téléphone, accès internet, ...),
* Conflits suite à des travaux d'intérieur de réparation ou d'entretien de vos locaux d'activité,
* Litiges suite à l'entretien d'un bien d'équipement (photocopieurs, matériel informatique, ...),
* Litiges relatifs à la vente, l'achat ou la location de biens mobiliers et immobiliers par la personne morale souscriptrice.

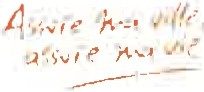
**ART. 5 - EXCLUSIONS** :

OuJre les exclusions communes ·à toutes les qsrant{es, sont exclus de toutes tes garanties PROTECTION JURIDIQUE :

* ***Les litiges concernant toutes manifestations ou toutes actions portant sur la défense d'intérêts collectifs relatifs à l'objet statutaire de l'assuré.***
* ***Les litiges relevant d'assurances obligatoires à la charge de l'assuré ou causés/subis par tous véhicules terrestres, aériens, flu­ viaux ou maritimes, ainsi que ceux garantis au titre d'une clause de défense* et *recours d'un contrat d'assurance de responsabili­* té *civile ou d'un contrat d'assurance de dommages. Sont également exclues les litiges consécutifs à des infractions au Code de la route et/ou d'accidents de la circulation.***
* ***Les litiges portant sur le recouvrement de* créances *dont l'association est débitrice ou sur toutes demandes de créances de***
* ***recouvrement de l'association envers* ses *débiteurs, y compris sur le montant des loyers* et *fermages, charges de copropriétés et cotisations.***
* ***Les litiges consécutifs au non-paiement par l'assuré de sommes dont le montant et l'exigibilité* ne *sont pas sérieusement contes­ tables.***

.;\

..smacl



*Les litiges relevant du fonctionnement interne de l'association, de ceux liés* à *son organisation ou opposant tes membres de l'as­ sociation* entre *eux ou vis-à-vis de l'association.*

*Les litiges relatifs à la matière fiscale, douanière ou contrôles d'URSSAF. Les litiges afférents aux droits de succession et aux legs.*

*Les litiges opposant l'assuré à toutes les sociétés du groupe SMACL.*

*Les litiges relevant de responsabilités édictées par les articles 1792* à *1792-7 du Code civil à propos de travaux de construction ou concernant l'assurance dommages ouvrage visée à l'article L.242-1 du Code des* assurances.

* + Les *litiges relatifs* à *l'expression d'opinions politiques ou syndicales,* ainsi *que les conflits collectifs du travail.*

*Les litiges consécutifs* à *la participation des dirigeants de l'association, de* ses *adhérents* et *de toute* personne *placée sous son autorité, à une* rixe, *ainsi que tes litiges résultant de leur faute intentionnelle ou personnelle.*

Les *litiges relevant* de *responsabilités médicales.*

*Les litiges consécutifs à des dommages résultant* de *l'utilisation ou de la dissémination des organismes génétiquement modifiés (O.G.M.) tels que visés par fa foi n° 92.654 du 13juilfet 1992.*

*Les litiges* se *rapportant* à *une maladie ou une atteinte physique ayant pour origine l'influence de l'amiante sur le corps humain ou l'environnement.*

*Les litiges concernant* tes *droits de propriété intellectuelle, littéraire, artistique ou industrielle. Les litiges portant sur des biens ou services* à caractère *illicite ou immoral.*

* + *Les litiges relatifs* à *l'administration d'association,* de *société civile ou commerciale, à ta détention de parts sociales ou* de *va­ leurs mobilières.*
  + Les *litiges nés de la guerre civile ou étrangère* ; *par contre. les litiges consécutifs à des émeutes ou mouvements populaires sont*
  + *garantis si les représentants de l'assuré n'y ont pris aucune participation.*

*EN OUTRE, SMACL ASSURANCES NE PREND PAS EN CHARGE :*

* + *Les frais antérieurs* à *la déclaration du litige* à *SMACL Assurances.*
  + *Les amendes, les sommes dues en principal, les intérêts et pénalités de retard, tes dépens, tes dommages-intérêts, tes condam­ nations au titre* de *l'article 700 du nouveau Code* de *procédure civile et 475.1 du Code* de *procédure pénale ainsi que* tes *frais irrépé­ tibles au titre* de *l'article L. 761-1 du Code* de *justice administrative.*

ART. 5 -MONTANT DES GARANTIES :

SMACL Assurances rembourse, sur présentation des justificatifs, les frais engagés par l'association nécessaires au règlement du litige . L'intervention de SMACL Assurances ne peut. par litige, excéder le plafond de garantie, soit 25 000 Euros par litige.

En outre, SMACL Assurances ne peut être tenue à engager une action judic iaire que pour autant que l'intérêt du litige est supérieur au seuil

d'intervention de 200 Euros.

ART . 6 -DÉCLARATION DU LITIGE - CONSTITUTION DU DOSSIER :

* + DÉCLARATION DU LITIGE : Les litiges susceptibles de mettre en jeu les garanties du contrat doivent être déclarés par écrit à SMACL Assurances . La personne morale est tenue, sous peine de déchéance, de déclarer le litige à SMACL Assurances, dans un délai de 8 jours suivant sa connaissance, avant d'entreprendre une quelconque démarche ou action judiciaire.
  + CONSTITUTION DU DOSSIER : La constitution du dossier incombe à la personne morale qui doit communiquer toutes pièces et toutes informations se rapportant au litige, ainsi que tous les éléments de preuve nécessaires à la conduite du dossier.

Dans son propre intérêt, il est recommandé à l'assuré de transmettre dès réception, tous avis, lettres, convocations, actes d'huissiers, assigna­ tions et pièces de procédure.

Lorsque l'assuré fait des déclarations intentionnelles inexactes, soit sur les circonstances ou conséquences d'un litige, soit sur le montant de sa réclamation, il sera déchu de la garantie et sera tenu de rembourser les sommes déjà versées par SMACL Assurances.

ART. 7 - CONDUITE DU DOSSIER - CHOIX DE L'AVOCAT OU DE L'EXPERT - SUBROGATION :

* + CONDUITE DU DOSSIER : La conduite du dossier est assurée d'un commun accord entre la personne morale et SMACL Assurances. En cas de désaccord entre l'assuré et SMACL Assurances sur l'opportunité de transiger , d'engager ou de poursuivre une action amiable ou conten­ tieuse , la procédure d'arbitrage prévue ci-dessous est mise en œuvre.
  + CHOIX DE L'AVOCAT OU DE L'EXPERT : Si le recours à un avocat ou à un expert s'avère nécessaire, la personne morale en a libre choix.

Au cas où elle ne souhaite pas exercer ce choix, SMACL Assurances s'engage à lui fournir un avocat ou un expert de son réseau compétent dans le domaine en cause. La demande de désignation d'un avocat ou expert sera formalisée par écrit par la personne morale à SMACL Assu-

rances. En cas d'urgence, une télécopie ou un courrier électronique seront considérés comme une demande écrite, sous réserve de confirma­ tion ultérieure par courrier.

Lorsque les avocats ou experts proposés par SMACL Assurances sont retenus par la personne morale, SMACL Assurances s'engage à régler directement les frais exposés.

Les honoraires d'avocats ou d'experts sont pris en charge par l'assureur dans la limite des sommes prévues par le tableau des "Plafonds con­ tractuels de prise en charge des honoraires d'avocats" (Modèle HAV PM/PJ 01-2012) ci-après annexé, que l'avocat ou l'expert fasse partie ou non du réseau de SMACL Assurances .

* **SUBROGATION** : SMACL Assurances est subrogée jusqu'à concurrence des sommes payées par elle, dans les droits et actions de l'as- suré.

Cette subrogation s'étend aux indemnités dues au titre des frais et dépens tels que précisés à l'article 695 NCPC(1) et des dispositions équiva­ lentes au CPP(2) et au CJA(3), ainsi que des articles 700 NCPC(1), 475-1 CPP(2) ou L.761-1 CJA(3) à concurrence du montant des frais et

honoraires réglés et/ou dus au titre de la garantie.

Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'assuré, s'opérer en faveur de SMACL Assurances, la garantie de celle-ci cesse d'être enga­ gée dans la mesure même où aurait pu s'exercer la subrogation.

1. Nouveau Code de Procédure Civile
2. Code de Procédure Pénale
3. Code de Justice Administrative

ART. 8 - ARBITRAGE EN CAS DE LITIGE ENTRE SMACL ASSURAN CES ET L'ASSURÉ :

Si SMACL Assurances et l'assuré ne peuvent se mettre d'accord sur la conduite du dossier, il sera fait appel à un arbitre, désigné d'un commun accord, pour trancher le différend. Les frais d'arbitrage sont partagés par moitié, à moins que l'arbitre n'en dispose autrement.

Si les parties ne peuvent s'entendre sur le nom de cet arbitre, celui-ci est désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance (TGI) du domicile de l'assuré, statuant en référé à la demande de l'une ou l'autre des parties.

Si l'arbitre est favorable à une action amiable ou contentieuse ou à sa poursuite, SMACL Assurances prend en charge les honoraires d'avocats ou d'experts de la personne morale.

Si l'arbitre n'est pas favorable à une action contentieuse ou à la poursuite d'une action amiable ou contentieuse et que l'assuré persiste dans ses intentions, le remboursement des frais et honoraires d'avocats ou d'experts dépend de l'issue de cette action. Si cette issue est plus favo­ rable que la solution proposée par l'arbitre, SMACL Assurances prend en charge les frais et honoraires d'avocats ou d'experts . Dans toute autre hypothèse, l'intégralité des frais engagés reste à la charge de l'assuré.

ART.1 ·DEFINITIONS PARTICULIERES

***Chapitre VI ASSURANCE DES BIENS MOBILIERS***

* **ASSURE** : Les personnes morales définies à l'article 1 du Titre 1
* OBJETS DE VALEUR :
* les bijoux, objets en métaux précieux, perles et pierres précieuses;
* les objets d'ornement tels que tableaux, dessins, gravures, sculptures, tapisseries, armes anciennes et autres objets d'art, d'une valeur unitaire supérieure à 1 000 €;
* les meubles d'époque, les livres, les fourrures, d'une valeur unitaire supérieure à 1 200 Euros ;
* les collections d'une valeur globale supérieure à 5 000 Euros.
* **VALEUR D'USAGE :** la valeur de reconstruction ou de remplacement au jour du sinistre, déduction faite de la vétusté.
* **VETUSTE** : la dépréciation d'un bien due au temps ou à l'usage ; elle est estimé de gré à gré ou par expert.

ART.2 • OBJET DE L'ASSURANCE :

La présente assurance a pour objet d'indemniser la personne morale souscriptrice dont les biens mobiliers ont été détériorés ou détruits à la suite d'un événement dommageable garanti.

ART. 3 ·LES BIENS ASSURÉS :

La garantie de SMACL Assurances porte sur les dommages subis par :

* Les biens meubles, c'est-à-dire :

./ le mobilier, les meubles meublants (art. 534 du Code civil) ;

./ le matériel servant à l'exercice des activités de la personne morale souscriptrice ;

./ les équipements bureautiques, informatiques fixes, téléphoniques ;

./ les stocks, fournitures, approvisionnements ;

*,C:.O:°N"S=E IL..F:.R=A=N CAIS...=D, E"S'--*CO=N"F-R'=ER=lE=S,..... \_ Page 15 sur 22

../ les archives et documents ;

***appartenant à la personne morale souscriptrice ou confiés à elle pour son usage exclusif.***

* Les biens ci-dessus sont assurés dès lors qu'ils se trouvent à l'intérieur d'un bâtiment clos et couvert.
* **EXCLUSIONS : Ne sont pas considérés comme biens assurés** :

t/ tes espèces monnayées, tes chèques, cartes de crédit, timbres et vignettes, titres de transport,

,/ ***tes véhicules terrestres à moteur et leurs remorques, les embarcations de toute nature, les engins aériens,***

,/ ***tes arbres, plantations et végétaux,***

**t/ *les objets de valeur, tels que définis à l'article 1-Chapitre VI-Titre 1***

**ART. 4 - ÉVÉNEMENTS DOMMAGEABLES GARANT IS** :

* 1. **·L'INCENDIE** : c'est-à-dire toute combustion avec flammes en dehors d'un foyer normal, ainsi que les dégagements de fumées en résul­ tant.
  2. **·L'EXPLOSION** et l'implosion de toute nature, dues à la pression ou dépression de gaz ou de vapeur.
  3. **·LA CHUTE DIRECTE DE LA FOUDRE** sur les biens assurés.
  4. **·L’ÉLECTRICITÉ,** c'est-à-dire les dommages matériels causés aux appareils électriques et électroniques de toute nature, aux canalisa­ tions électriques enterrées ou non, résultant soit de leur fonctionnement normal ou anormal, soit de l'action directe ou indirecte de l'électricité atmosphérique ou canalisée.

Sont exclus tes dommages aux fusibles, résistances chauffantes, lampes, tubes électroniques, ainsi que les dommages dus à l'usure, au bris ou au fonctionnement mécanique de l'objet sinistré.

* 1. **·LA CHUTE D'AÉRONEFS ,** ou d'objets tombant de ceux-ci, ainsi que l'onde de choc provoquée par ces appareils et objets en vitesse su­ personique.
  2. **·LE CHOC D'UN VÉHICULE TERRESTRE IDENTIFIÉ,** à la condition que le véhicule n'appartienne pas à l'assuré ou ne soit pas conduit par l'un de ses représentants ou l'un de ses membres ou bénévoles.
  3. **·LES FUMÉES** dues à une défectuosité soudaine et imprévisible d'un appareil de chauffage ou de cuisine.
  4. **-LA TEMPÊTE, LA GRÊLE, LE POIDS DE LA NEIGE,** c'est-à-dire les dommages causés aux biens assurés par l'action directe:
* du vent ou d'un corps renversé ou projeté par le vent :
* de la grêle sur les toitures :
* du poids de la neige ou de la glace accumulée sur les toitures :

Et lorsque ces phénomènes ont une intensité telle qu'ils détruisent, brisent ou endommagent dans le voisinage des biens sinistrés, un certain nombre de bâtiments dont la construction ou la couverture sont de qualité semblable à celle des bâtiments assurés.

* de la pluie, neige ou grêle pénétrant à l'intérieur du bâtiment assuré, à la condition que ces éléments aient provoqué la destruction partielle ou totale de ce bâtiment et qu'ils soient survenus dans les 72 heures suivant cet événement.

Sont considérés comme constituant un seul et même événement les dommages survenus dans les 72 heures qui suivent le moment où les biens assurés ont subi les premiers dommages.

Sont exclus de cette garantie tes dommages résultant d'un défaut d'entretien ou de réparation incombant à l'assuré, tant avant qu'après sinistre (sauf cas de force majeure).

* 1. **·LES DÉGÂTS DES EAUX,** c'est-à-dire les dommages causés par :
* les fuites, débordements et ruptures provenant des canalisations non enterrées , installations de chauffage , appareils à effet d'eau,
* les infiltrations accidentelles par les toitures, ciels vitrés, fenêtres, terrasses et balcons,
* l'humidité ou la condensation lorsque celles-ci sont la conséquence d'un dommage garanti,
* les engorgements et refoulements d'égouts,
* le gel des conduites, appareils et installations hydrauliques ou de chauffage, survenant à l'intérieur de locaux normalement chauffés en
* période de gel ou, lorsque les locaux ne sont pas chauffés, dont les canalisations sont vidangées et purgées.

L'inexécution de ces prescriptions n'est opposable à l'assuré que si elle est la cause du sinistre ou si elle en a aggravé les conséquences.

Sont exclus de cette garantie :

* + *les dégâts occasionnés par :*

- /es *eaux de ruissellement des cours et jardins, voies publiques ou privées, même en cas d'orage,*

- /es *inondations, débordements de* sources, *cours d'eau, étendues d'eau.*

* + *les pertes d'eau* ;
  + *les frais* nécessités *par les opérations de réparation ou de remplacement des toitures et ciels vitrés, des conduites et appareils à*

*effet d'eau.*

* 1. • LE VOL ET LES ACTES DE VANDALISME

Sont assurées les conséquences de vol et tentative de vol commis à l'intérieur des bâtiments assurés dans l'une des circonstances suivantes :

* + par effraction, escalade ou usage de fausses clefs ;
* avec menaces ou violences sur les personnes ;
* pendant un incendie.

Sont également couverts les actes de vandalisme perpétrés dans les locaux assurés dans les mêmes circonstances que celles énoncées ci­ dessus.

EXCLUSION : sont exclus les vols ou actes de vandalisme commis dans les bâtiments inoccupés lorsque tous les moyens de protection et de fermeture dont ils disposent n'ont pas été utilisés.

* 1. - LES CATASTROPHES NATURELLES, c'est-à-dire, au sens de l'article L 125-1 du Code, les dommages matériels directs aux biens ga­ rantis par le contrat, ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel. Cette garantie s'exerce conformément aux clauses types figurant à l'annexe I de l'article A.125-1 du Code.
  2. • LES ATTENTATS

Sont assurés les dommages aux biens de l'association, résultant d'attentats et actes de vandalisme consécutifs , d'émeutes et mouvements po­ pulaires , d'actes de terrorisme ou de sabotage, au sens des articles L.126.2, R.126.1 et R.126-2 du Code des Assurances.

EXCLUSION :*sont exclus les dommages de vol avec ou sans effraction.*

ART.5 • ESTIMATION DES DOMMAGES :

* Pour les meubles meublants :

../ A concurrence de leur valeur de remplacement au prix du neuf s'ils sont entièrement détruits, et à concurrence du montant des réparations s'ils ne sont que partiellement endommagés.

../ L'indemnité en valeur à neuf est versée à la double condition :

* que les biens ne soient pas affectés d'une vétusté supérieure au tiers de leur valeur à neuf ;
* que le remplacement soit effectué, sauf cas de force majeure, dans les deux ans à partir du sinistre.

À défaut de l'une ou l'autre de ces conditions, l'indemnité est versée à concurrence de la valeur d'usage des biens sinistrés.

* Pour les biens mobiliers autres que meubles meublants :

../ à concurrence de leur valeur d’usage.

../ Pour ces biens, la vétusté est estimée forfaitairement à 10% par an ou fraction d'année, avec un maximum de 80%.

../ Aucune indemnité n'est versée pour les biens âgés de 10 ans et plus au jour du sinistre. ART.6 • TABLEAU DES MONTANTS DE GARANTIES ET DES FRANCHISES :

|  |  |
| --- | --- |
| MONTANTS DES GARANTIES  (non indexés) PAR SINISTRE | FRANCHISES |
| ASSURANCE DES BIENS MOBILIERS | *Tous évènements : 150 Euros Catastrophes naturelles : Franchise réglementaire* |
| A concurrence des dommages et dans la limite du capital souscrit (maxi : 20 000 Euros) |

# -w smacl

***·X, .,.\_.***-***, e* .**-**X.** J '1

***A•,1,J(,..* ·Jiq** *,,,/r*

### Chapitre VII

***AUTO MISSION : GARANTIE COMPLEMENTAIRE***

**ART.1 - DEFINITIONS PARTICLUIERES**

* **ASSURE :**

Les dirigeants membres du bureau **dans la limite de 9 personnes.**

* **SINISTRE GARANTI** :

Les dommages subis par un véhicule appartenant à un assuré ou à son conjoint ou concubin, alors qu'il est utilisé et conduit par ledit assuré pour les besoin de la personne morale souscriptrice et dans son intérêt exclusif.

Pour relever de la présente assurance, l'accident à l'origine du sinistre garanti devra impérativement faire l'objet d'une déclaration à l'assureur garantissant régulièrement le véhicule, notamment en application des articles L.211-1 et L.211-8 du Code des assurances.

* **PREJUDICE** :

Les seuls frais définis ci-après, supportés par l'assuré, son conjoint ou concubin, à la suite d'un sinistre garanti, en application des dispositions régissant le contrat souscrit pour l'assurance régulière du véhicule :

* les dommages consécutifs à l'un des évènements suivants : accident, incendie, explosion, attentat ou acte de terrorisme, lorsque le véhicule n'est pas garanti contre ces évènements ou dans le cas contraire, la franchise éventuellement laissée à leur charge;

**ART .2 - OBJET ET ETENDUE GEOGRAPHIQUE DE LA GARANTIE** :

Dans les conditions définis ci-dessus, SMACL Assurances s'engage à verser à l'assuré une indemnité destinée à compenser le préjudice qu'il subit à la suite d'un sinistre garanti.

La présente garantie s'exerce pour les sinistres survenus en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'Outre-mer. Elle s'étend également aux sinistres survenus dans les pays pour lesquels l'assureur régulier du véhicule à l'origine du sinistre garanti, accorde sa couverture.

**ART.3 - MONTANTS DE LA GARANTIE :**

./ Les frais de réparation des dommages subis par son véhicule à la suite d'un accident, d'un incendie, d'une explosion, d'un attentat ou acte de terrorisme : dans la limite de 500 Euros ;

./ Lorsque le véhicule est déjà assuré contre les évènements ci-dessus, SMACL Assurances rembourse la franchise éventuelle à hauteur de 500 Euros ;

**ART.4 -EXCLUSIONS :**

Outre les exclusions communes à toutes les garanties, il est précisé que la présente garantie n'a pas pour objet de satisfaire à l'obli· gation d'assurance définie aux articles L.211·1 à L.211-8 du Code des assurances, ni de réparer les atteintes aux véhicules et, plus généralement, de prendre en charge les dommages causés ou subis par un véhicule, sous réserve des dispositions de l'article 1 ci­ dessus.

**TITRE 4 DISPOSITIONS DIVERSES**

ART. 1 • OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE :

1.1. • MESURES CONSERVATOI RES ET PRÉVENTIVES À PRENDRE :

Dès que l'assuré a connaissance d'un sinistre, elle doit user de tous les moyens en son pouvoir pour en limiter les conséquences, sauver les biens assurés et veiller ensuite à leur conservation.

SMACL Assurances s'engage à payer les frais nécessités par toute mesure conservatoire et préventive prise avec son accord dans l'intérêt commun.

* 1. • DÉCLARATIONS ET FORMALITÉS À ACCOMPLIR PAR L'ASSOCIATION :
* L'Assuré doit :

*v"* déclarer tout sinistre à SMACL Assurances dans les cinq jours ouvrés suivant la date à laquelle elle en a eu connaissance. Ce délai est ramené à deux jours ouvrés s'il s'agit d'un vol. Le non respect de ces délais hors cas fortuit ou de force majeure, prive l'association des béné­ fices de son contrat, dans la mesure ou SMACL Assurances établit que ce retard lui a causé un préjudice.

*v"* transmettre à SMACL Assurances dans un délai maximum de deux mois un état estimatif des biens endommagés, détruits ou volés. La réception de cet état faisant courir le délai de 10 jours dont dispose SMACL Assurances pour procéder à une vérification.

* L'Assuré est tenu :

*v"* d'informer SMACL Assurances de la nature et des circonstances du sinistre, de ses causes connues ou supposées, et lui communiquer tous les éléments susceptibles de mettre en cause la responsabilité d'un tiers ;

*v"* de transmettre sans délai à SMACL Assurances tous avis, assignations, convocations, lettres, et autres pièces de procédure reçus par elle dans le cadre du sinistre garanti ;

*v"* en cas de vol, d'en informer dans les 24 heures les autorités locales de police ou de gendarmerie, le versement de l'indemnité par SMACL Assurances étant subordonné à la présentation du récépissé de déclaration de vol aux autorités.

* 1. • DÉCHÉANCE :

L'assuré qui, de mauvaise foi, aggrave les conséquences du sinistre, emploie sciemment comme justification des moyens frauduleux ou des documents inexacts, ne déclare pas l'existence d'autres assurances garantissant les mêmes risques, est entièrement déchu de tous droits à ga­ rantie et indemnité pour l'ensemble des conséquences dommageables du sinistre en cause. Est passible de la même sanction l'assuré ayant fait de fausses déclarations intentionnelles sur la date, les circonstances ou les conséquences apparentes d'un sinistre garanti.

ART. 2 ·RÈGLEMENT DES SINISTRES :

* 1. - EXPERTISE ·ARBITRAGE

Les dommages aux personnes ou aux biens assurés sont évalués de gré à gré ou, à défaut, par une expertise amiable. L'association peut se faire assister par un expert dont elle paie les frais et honoraires. Si l'expert de SMACL Assurances et celui de l'association ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert et tous trois opèrent en commun à la majorité des voix. Faute par l'une des parties de nommer son expert, ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le président du tribunal de grande instance du lieu où le sinistre s'est produit.

Les frais et honoraires de ce troisième expert sont supportés à 50% par chaque partie.

* 1. • AUTRES ASSURANCES

En cas d'événement mettant en jeu le présent contrat, l'association est tenue de déclarer à SMACL Assurances, l'existence des autres contrats d'assurance couvrant le même risque.

Dans cette hypothèse, il sera fait application des dispositions de l'article L.121.4 du Code relatives aux assurances cumulatives, étant précisé que l'association peut obtenir l'indemnisation de ses dommages en s'adressant à l'assureur de son choix.

* 1. • VERSEMENT DE L'INDEMNITÉ

Lorsque l'indemnité à la charge de SMACL Assurances revient à un assuré, son versement est effectué dans les 30 jours qui suivent la date de l'accord des parties sur son montant ou, à défaut, la décision judiciaire exécutive. En cas d'opposition, ce délai ne joue qu'à dater du jour de la mainlevée.

* 1. • DISPOSITIONS SPÉCIALES
* GARANTIE "RESPONSABILITÉ CIVILE GENERALE"

*v"* Frais de procès : les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement ne viennent pas en déduction du montant de la garantie. Toutefois, en cas de condamnation à un montant supérieur, ils sont supportés par SMACL Assurances et par l'association dans la proportion de leur part respective dans la condamnation.

*v"* Procédure • transaction : en cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée, SMACL Assurances, dans la limite de sa garan­ tie:

*=CO=NSE=IL FRANC=AJS D=E S CO=N FR=ER=lE=S --------------------------Page* 20 sur 22

ART. 1 - DATE D'EFFET :

Le contrat prendra effet au 01/01/2017.

###### ART. 2 - PRIMES ANNUELLES :

*Chapitre VIII PRIMES ET CONDITIONS*

* + CONSEIL FRANCAIS DES CONFRERIES : Cotisation de base annuelle 200,00 Euros TTC.

Cette cotisation sera indexée à l'échéance annuelle fixée au 1er janvier de chaque année selon l'évolution de l'indice FFB (2016 : 931 .70) .

* + ASSOCIATI ONS ADHERENTES AU CONSEIL FRANCAIS DES CONFRERIES ET SOUHAITANT BENEFICIER DU CONTRAT GROUPE :

|  |  |
| --- | --- |
| BUDGET DE L'ASSOCIATION | COUT ANNUEL TTC |
| Jusqu'à 10 000 Euros | 65 Euros |
| De 10 001 à 50 000 Euros | 80 Euros |
| De 50 001 à 100 000 Euros | 180 Euros |
| De 100 001 à 200 000 Euros | 250 Euros |
| De 200 001 Euros à 300 000 Euros | 350 Euros |
| Au delà | 500 Euros |

Cette cotisation sera indexée à l'échéance annuelle fixée au 1er janvier de chaque année selon l'évolution de l'indice FFB (2016 : 931 .70).

**TITRE 3 EXCLUSIONS COMMUNES A TOUTES LES GARANTIES**

##### Outre les exclusions propres à chaque garantie. SMACL Assurances ne garantit pas les sinistres :

* + *résultant de guerre civile (il appartient à SMACL Assurances* de *prouver que les sinistres résultent* de *cet événement) ou étrangère (il appartient à l'assuré* de *prouver que le sinistre résulte d'un autre fait que la guerre étrangère)* ;
  + *causés par les inondations, tremblements de* terre, *raz-de-marée, éruptions volcaniques ou autres cataclysmes, sauf application des dispositions du Code relatives à l'assurance des risques* de *catastrophes naturelles* ;
  + *occasionnés par les attroupements et rassemblements ainsi que les émeutes et mouvements populaires auxquels l'association* a *pris une part active* ;
  + *dus aux effets directs ou indirects d'explosions,* de *dégagements de chaleur, d'irradiations provenant* de *transmuta­ tion de noyaux d'atomes ou de la radioactivité ainsi que les sinistres dus aux effets de radiation provoquée par l'accéléra­ tion artificielle de particules* ;
  + *résultant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré au* sens *de l'article L. 113.1du Code ;*
  + *SMACL Assurances* ne *garantit pas le paiement des amendes, astreintes et autres frais similaires ;*
* devant les juridictions civiles, se réserve la faculté d'assumer la défense de l'association, de diriger le procès et d'exercer toutes voies de
* recours ;
* devant les juridictions pénales : si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées, a la faculté, avec l'accord de l'association, de diriger la dé­ fense sur le plan pénal ou de s'y associer . A défaut de cet accord, SMACL Assurances peut néanmoins assumer la défense des intérêts civils de l'association. SMACL Assurances peut exercer toutes voies de recours au nom de l'association, y compris le pourvoi en cassation, lorsque l'intérêt pénal de celle-ci n'est plus en jeu. Dans le cas contraire, elle ne peut les exercer qu'avec son accord. SMACL Assurances a seule le droit, dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées. Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction inter­ venant en dehors de SMACL Assurances ne lui est opposable : n'est pas considéré, comme une reconnaissance de responsabilité l'aveu d'un fait matériel ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir lé­ gal ou moral d'accomplir.

./ **Sauvegarde du droit des victimes** : aucune déchéance motivée par un manquement de la personne morale assurée à ses obligations commis postérieurement au sinistre n'est opposable aux personnes lésées ou à leurs ayants droit. SMACL Assurances conserve néanmoins la faculté d'exercer contre la personne morale assurée une action en remboursement de toutes les sommes qu'elle aura payées ou mises en ré­ serve à sa place.

./ **Constitution de rentes** : si l'indemnité allouée par une décision judiciaire à une victime ou à ses ayants droit consiste en une rente et si une acquisition de titres est ordonnée à SMACL Assurances par cette décision pour sûreté de son paiement, SMACL Assurances procède, dans la limite de la partie disponible de la somme assurée, à la constitution de cette garantie. Si aucune acquisition de titres ne lui est ordon­ née, la valeur de la rente en capital est calculée d'après les règles applicables pour le calcul de la réserve mathématique de cette rente ; si cette valeur est inférieure à la somme disponible, la rente est intégralement à la charge de SMACL Assurances; dans le cas contraire, seule est à la charge de SMACL Assurances la partie de la rente correspondant en capital à la partie disponible de la somme assurée.

* GARANTIE "DÉFENSE-RECOURS"

SMACL Assurances dirige elle-même les affaires litigieuses. L'association doit d'abstenir d'introduire elle-même une action en justice avant d'en avoir référé à SMACL Assurances et obtenu son autorisation . Si l'association contrevient à cette disposition, les frais et conséquences de son action restent à sa charge.

ART. 3 - SUBROGATION :

Conformément à l'article L 121-12 du Code, SMACL Assurances qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogée jusqu'à concurrence de cette indemnité dans les droits et actions de la personne morale contre tout responsable du sinistre.

Cette subrogation s'étend aux indemnités dues au titre de l'article 700 NCPC, de l'article 475-1 CPP ou de l'article L761-1 CJA à concurrence du montant des frais et honoraires réglés et/ou dus au titre de la garantie.

Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'assuré, s'opérer en faveur de SMACL Assurances, la garantie de celle-ci cesse d'être engagée dans la mesure même où aurait pu s'exercer la subrogation .

## TITRE 5 VIE ET GESTION DU CONTRAT

ART. 1 - DURÉE DU CONTRAT -TACITE RECONDUCTION :

L'année d'assurance commence le 1er Janvier et s'achève le 31 Décembre. L'échéance annuelle est fixée au 1er Janvier.

Le contrat est à son expiration, reconduit de plein droit, par "tacite reconduction" d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties dans les formes et conditions prévues ci-après.

ART. *2* ·RÉSILIATION DU CONTRAT :

Le contrat peut être résilié dans les cas suivants:

* 1. ·PAR LE CONSEIL FRANCAIS DES CONFRERIES OU SMACL ASSURANCE
* À l'échéance annuelle et sous préavis de deux mois.
  1. ·PAR SMACL ASSURANCES
* **En** cas de non-paiement de la cotisation (art. L 113-3 du Code), selon les modalités prévues à l'article 2.5 ci-après ;

2.4. ·DE PLEIN DROIT

* En cas de retrait total de l'agrément de SMACL Assurances (article L.326.12 du Code) .

2.5. • MODALITÉS DE RÉSILIATION

Lorsque l'association souhaite résilier le contrat, elle peut le faire, à son choix, soit par déclaration faite contre récépissé au siège social de SMACL Assurances, soit par lettre recommandée.

La résiliation par SMACL Assurances doit être notifiée à l'association par lettre recommandée adressée à la dernière adresse connue de son siège social.

Dans tous les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, SMACL Assurances doit restituer à l'assuré la part de cotisation afférente à

la période pendant laquelle les risques ne sont plus garantis.

Toutefois, cette fraction de cotisation reste acquise à SMACL Assurances à titre d'indemnité en cas de résiliation pour non-paiement de cotisa­ tion en application de l'article L.113.3 du Code.

ART.3 • NON PAIEMENT DE LA COTISATION :

À défaut de paiement d'une cotisation ou d'une fraction de cotisation dans les 60 jours de son appel, SMACL Assurances, indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, peut, par lettre recommandée adressée à la l'association, suspendre les garanties 30 jours après l'envoi de la lettre.

Cette lettre recommandée indiquera qu'elle est envoyée à titre de mise en demeure, rappellera le montant et la date d'échéance de la cotisation et reproduira l'article L.113.3 du Code.

SMACL Assurances a le droit de résilier le contrat 10 jours après l'expiration du délai de 30 jours visé ci-dessus, par notification faite à l'associa­ tion soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.

La suspension de la garantie ou la résiliation pour non-paiement de la cotisation ne dispense pas l'association de l'obligation de payer les coti­ sations à leur échéance.



Elodie L 05.49.3